

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT

I&S Industries  
& Services

Numéro 020

Achévé de rédiger le 19 octobre 2009

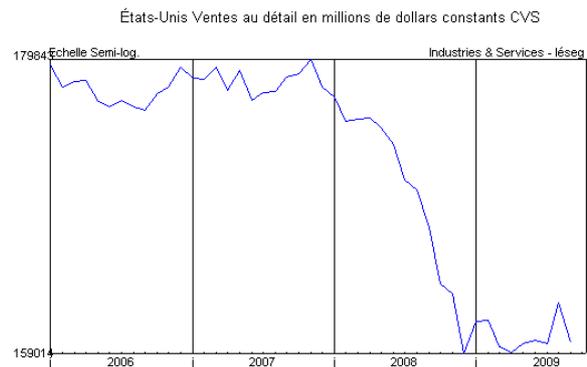
## MONDE : Incertitudes sur le rythme de la reprise américaine

Dans presque toutes les économies, le point bas de l'activité est dépassé, mais la reprise ne s'opère pas partout au même rythme. L'**Asie** confirme son rôle moteur dans l'économie mondiale. La **Chine** et l'**Inde** n'ont pas connu de récession mais seulement un ralentissement de leur croissance. L'activité industrielle, qui avait plafonné pendant quelques mois, fin 2008-début 2009, progresse vigoureusement en fin de période dans ces deux pays. Les économies du Sud-est asiatique, telles que la **Corée** et **Taiwan**, qui avaient subi un choc aussi rude que les économies européennes, sortent rapidement de la crise, la production manufacturière coréenne ayant déjà retrouvé son niveau du printemps 2008 après avoir chuté de -24%. Le **Japon** amorce une remontée qui est toutefois freinée par le faible dynamisme de sa demande intérieure.

Aux **États-Unis**, entre le printemps 2008 et le printemps 2009, le PIB a baissé de -3,8%, la chute étant intervenue pour l'essentiel fin 2008-début 2009. La consommation des ménages a fléchi de -1,8%, les investissements en biens d'équipement et en logements se sont contractés de respectivement -20,9% et -25,5%, tandis que le déstockage entraînait à lui seul la perte de près d'un point de croissance. Le résultat du troisième trimestre se présente sous de meilleurs auspices, puisque les enquêtes auprès des entreprises laissent envisager un retour de la croissance. Les enquêtes et les premiers indicateurs mensuels d'activité annoncent clairement un retour à l'expansion à partir du troisième trimestre. Ainsi l'indice des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier demeure nettement supérieur à 50.

Comme partout la reprise sera d'abord technique, tirée par la fin du déstockage. Mais en même temps les dépenses des ménages retrouveront une orientation ascendante. Les investissements en logements progresseront pour la première fois depuis l'été 2005 après avoir chuté de plus de moitié. La marge de rebond est considérable

puisque, dans la construction neuve, le nombre de logements commencés est passé par un point bas de 500.000 en rythme annuel contre plus de 2 millions en 2005. La consommation, qui avait baissé vivement tout au long du second semestre 2008, est cependant restée hésitante jusqu'à septembre, l'amélioration d'août, due aux mesures d'incitation à l'achat d'automobiles, ne s'étant pas prolongée.



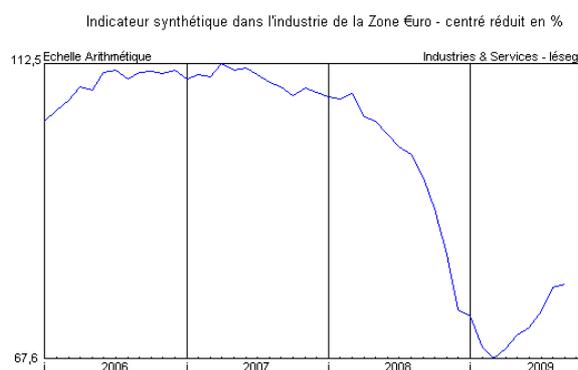
Source : Federal Reserve Bank of St. Louis

Les investissements des entreprises resteront probablement orientés à la baisse jusqu'à la fin de l'année, la correction étant toutefois plus modérée que les trimestres précédents. Le taux de marge des sociétés américaines a très bien résisté, mais la faiblesse du taux d'utilisation des capacités de production (67,8% en septembre en regard d'une moyenne de long terme de 78,4%) diffère tout espoir de rebond. La politique monétaire ne devrait pas connaître d'inflexion substantielle au cours des prochains mois, face à l'incertitude sur le rythme de la reprise et compte tenu de la maîtrise confirmée de l'inflation (-1,3% sur un an). En revanche, les inquiétudes grandissent sur les finances publiques. L'OCDE prévoit un déficit de 10,2% du PIB cette année et de 11,2% en 2010. À cette date la dette serait de l'ordre du PIB alors qu'elle dépassait de peu 60% en 2007. La faiblesse actuelle des taux à long terme ne saurait donc perdurer.

## EUROPE : Déstockage... et ensuite ?

Le PIB de la **zone Euro** s'est stabilisé au deuxième trimestre 2009 à un niveau inférieur de -5% au point haut de début 2008. La récession a donc été plus forte qu'aux États-Unis. La contraction de l'activité manufacturière a atteint -22% en moyenne, avec une nette différenciation selon les économies. Le recul maximal a atteint -20% en France, -25% en Allemagne et en Italie, -30% en Espagne. En toute fin de période, la production a amorcé un retournement en Allemagne et en France, alors qu'elle est seulement stabilisée en Italie et en Espagne.

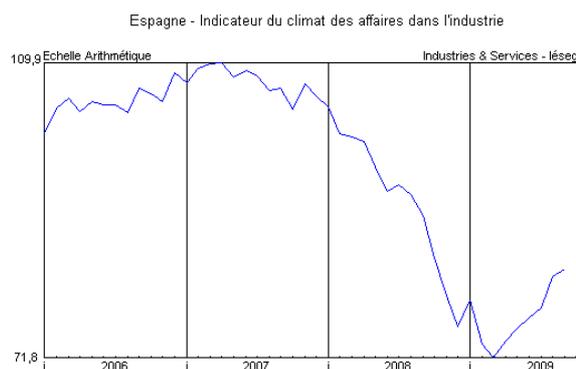
La reprise devrait monter en puissance au cours des prochains mois, tirée par l'arrêt du déstockage. Lorsque cet effet aura disparu, les soutiens de l'activité paraissent peu nombreux. Les progrès de la consommation seront entravés par une montée du chômage qui pourrait se poursuivre jusqu'à l'été 2010, tandis qu'aucune des conditions de la reprise de l'investissement ne paraît remplie. En outre, la remontée de l'€uro à 1,49 \$, non loin de ses records du printemps 2008, constitue une menace sérieuse pour les perspectives à l'exportation et les marges des entreprises européennes.



source : Insee et Eurostat

Comme en France, le point bas de l'activité est dépassé en **Allemagne**. La production industrielle amorce un léger redressement (+5% en trois mois) depuis mai après une chute de -19% en un an. Le climat des affaires mesuré par l'indice Ifo s'est sensiblement amélioré depuis le printemps : il ressort à 91,3 en septembre en regard de 82,2 en mars. L'inflexion est particulièrement sensible pour les perspectives à six mois, l'indice montant à 95,7 contre un point bas à 77 en décembre. Les chefs d'entreprise se sont longtemps montrés beaucoup moins optimistes sur la situation actuelle, cette composante demeurant à très bas niveau jusqu'à la mi-année où le redressement s'est enfin engagé. Les commandes adressées à l'industrie manufacturière progressent depuis le printemps : +17% sur le marché intérieur et +13,5% à l'international. Elles restent cependant bien en deçà de leurs niveaux d'il y a un an, respectivement -13% et -25% en juillet.

En **Espagne**, le retournement de l'activité à partir de l'été 2008 a été particulièrement violent. Le PIB s'est en effet contracté de -6,2% l'an au premier trimestre 2009 puis de -4,2% au second, en ligne avec l'affaiblissement marqué de la demande intérieure. Le solde des finances publiques, excédentaire entre 2005 et 2007, devrait ainsi afficher un déficit supérieur à 9% cette année ainsi qu'en 2010, selon l'OCDE.



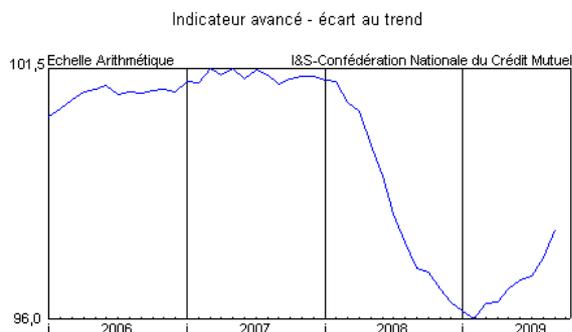
source : Insee et Eurostat

Le marché immobilier reste déprimé, les investissements des ménages en logements ayant reculé au rythme de -22,5% l'an au printemps. Ils sont désormais inférieurs de -32% à leur point haut de l'été 2007. La consommation a diminué de -6,1% l'an au deuxième trimestre après -8,3% en début d'exercice. Les ménages sont très affectés par le retournement de l'emploi, qui a diminué de près de 1,6 million en l'espace de cinq trimestres, en large partie en raison des réductions d'effectifs dans le secteur de la construction. Le rythme de baisse des investissements des entreprises en biens d'équipement demeure vif : -23,6% l'an au deuxième trimestre, en liaison avec la faiblesse du taux d'utilisation des capacités, tombé à 68% cet été dans l'industrie en regard de plus de 80% jusqu'au printemps 2008. En revanche, les exportations de biens et services amorcent un rebond (+2,6% l'an) grâce au redémarrage récent de la demande mondiale, notamment en Asie.

La plupart des pays d'**Europe de l'Est** ont été très affectés par la chute des échanges internationaux à partir de la fin de l'été 2008. En outre, les signes de sortie de crise, perceptibles en Asie, aux États-Unis et dans certains pays de la zone Euro, tardent à venir dans ces économies. Au sein de cette zone, la Pologne fait figure d'exception. Du fait de son faible degré d'ouverture (les exportations représentent 40% du PIB, soit moitié moins que pour les Républiques tchèque et slovaque), le pays a moins souffert que ses voisins de la chute de la demande mondiale, particulièrement dans le secteur automobile. C'est le seul pays qui n'a pas connu de recul de son PIB.

## FRANCE : L'inconnue de la consommation

L'économie française a mieux résisté à la crise que ses grands voisins européens. Le point bas de l'activité touché au premier trimestre était en effet inférieur de -3,5% au sommet de début 2008, alors que le recul du **Produit Intérieur Brut** a atteint -4,2% en Espagne, -5,5% au Royaume-Uni, -6,5% en Italie et -6,7% en Allemagne. Cette résistance relative s'explique notamment par l'effet limité des bulles immobilières et par la faible dépendance des marchés extérieurs. Elle doit beaucoup aussi à la bonne tenue de la consommation des ménages, qui ne s'est pas effondrée comme en Italie ou au Royaume-Uni, ni connu de passage à vide comme en Allemagne.



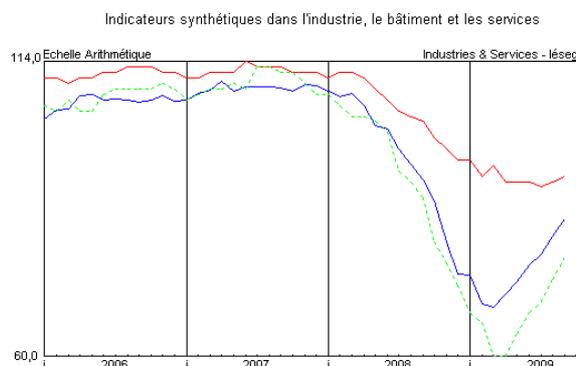
source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

L'amélioration de la conjoncture dans l'ensemble des secteurs de l'économie est désormais bien établie. Dans l'**industrie manufacturière**, le climat des affaires s'améliore depuis le printemps dernier, période où il avait touché des points bas historiques. La réduction des stocks, revenue à un niveau inférieur à la normale (en particulier dans l'automobile et les biens intermédiaires), est à relier au moindre pessimisme des chefs d'entreprise sur leurs perspectives d'activité. Fait nouveau, l'enquête du mois de septembre menée par l'Insee révèle que les carnets de commandes sont à présent moins dégradés. Dans les **services**, le climat des affaires a augmenté de huit points en l'espace de deux mois, notamment grâce aux services aux particuliers. Enfin, dans le **bâtiment**, où l'inflexion à la baisse de l'indicateur synthétique avait été moins marquée, l'activité se redresse beaucoup plus lentement.

Le retour de la croissance ne permet pas, toutefois, d'envisager un rebond de l'**investissement** des entreprises à brève échéance, compte tenu de la faiblesse des capacités utilisées et de la dégradation passée des résultats. L'**excédent brut d'exploitation** des sociétés non financières s'est accru de +1,2% au deuxième trimestre 2009, mais après avoir chuté de -7% au cours des quatre trimestres précédents. Le taux de marge s'inscrit à 30,4% en regard de 31,1% en moyenne annuelle 2008 et 31,6% en 2007. La situation est particulièrement préoccupante pour le secteur

manufacturier, où le taux de marge s'est effondré à 17% contre 25% jusqu'à l'été 2007.

La question cruciale porte sur l'évolution à venir de la **consommation des ménages**. Après avoir bien résisté jusque ici, la désinflation et les mesures du Plan de relance ayant plus que compensé les facteurs négatifs liés à la chute de l'emploi et à la modération des salaires, elle a montré des signes de faiblesses dans les achats de produits manufacturés au troisième trimestre, notamment en septembre. En même temps, le taux d'épargne financière des ménages continue de s'accroître : il représente 7,4% de leur revenu disponible au printemps, niveau le plus élevé depuis 2002, en regard d'un point bas de 4,4% un an auparavant.



source : Insee – En **bleu** : industrie, en **rouge** : bâtiment, en **vert** : services

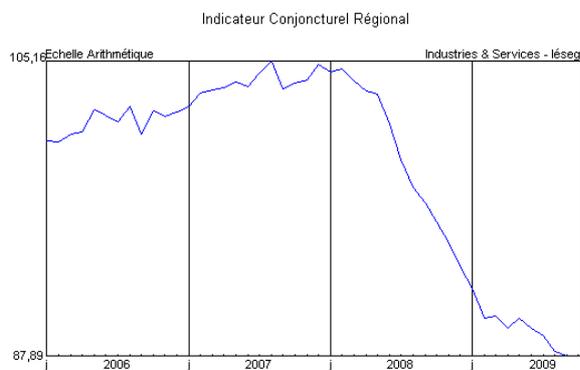
Le projet de loi de finances pour 2010 prévoit un **déficit** de l'ensemble des **administrations publiques** de 8,5% du PIB en regard de 8,2% en 2009 et de 3,4% en 2008. Le gonflement de 5,1 points de PIB du déficit en deux ans s'explique à raison de 3 points par les comptes de l'État (déficit de 5,8% au lieu de 2,8%) et à raison de 2,3 points par ceux de la Sécurité sociale (déficit de 2,3% en regard d'un équilibre). Pour les années suivantes, le gouvernement prévoit une réduction modeste du déficit, puisque celui-ci s'établirait encore à 5% du PIB en 2013. À cette date, la dette publique atteindrait 91% du PIB contre 84% fin 2010 et 67,4% fin 2008.

Au cours des prochains trimestres, l'activité française se redressera comme dans les autres pays grâce au rebond technique entraîné par la fin du déstockage, à la progression soutenue des dépenses publiques et peut-être, dans une moindre mesure, à l'amélioration des comptes extérieurs. En revanche, la contribution de la consommation sera moins assurée. Des facteurs de soutien (prestations sociales, marge de baisse du taux d'épargne) existent, mais la baisse de l'emploi, le freinage de la hausse des salaires et la fin de la désinflation devraient exercer une influence contraire.

## NORD-PAS DE CALAIS : Apathie

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 19 octobre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de septembre ne montre toujours pas de signes positifs et ne présente guère plus qu'une stabilisation à un bas niveau. L'activité industrielle n'a pratiquement pas varié d'un mois sur l'autre, avec toutefois des orientations sectorielles assez contrastées. Les carnets de commandes ne s'améliorent plus et les stocks de produits finis sont désormais voisins du niveau souhaité. Seules les prévisions des industriels se redressent et poursuivent une lente remontée. Pour sa part, l'indicateur de la consommation des ménages montre de nouveaux signes de faiblesses, tandis que les échanges ne parviennent toujours pas à décoller. Le sous-indicateur de l'emploi poursuit sa dégradation.



Source : Industries & Services - léseg

### ACTIVITE

**Industries agro-alimentaires** : Moins déprimée qu'en août, la production a cependant encore légèrement faibli en septembre bien que certains segments apparaissent en légère hausse (industrie laitière ou transformation du poisson). Les carnets de commandes sont relativement étroits et les stocks restent un peu supérieurs à la normale. Toutefois, dans l'industrie des viandes, la situation demeure équilibrée tandis que la "crise laitière" affecte assez peu l'aval de la filière. Les perspectives sont toutefois généralement orientées à la baisse.

**Biens intermédiaires** : L'activité a accusé une baisse en septembre, sous l'effet de la métallurgie et du textile et, dans une moindre mesure, des papiers et cartons. En revanche, la chimie de base et la plasturgie enregistrent des rebonds importants. Des améliorations sont aussi constatées dans le verre et les matériaux de construction comme dans les composants électriques et électroniques. Les stocks de produits finis sont désormais jugés conformes à la normale et il n'y a donc plus là de moteur pour doper le

rythme prochain des fabrications. Mais, puisque la demande se maintient et malgré des carnets toujours largement insuffisamment étoffés, les prévisions misent sur la stabilité pour les prochains mois.

**Biens d'équipement professionnel** : La construction ferroviaire reste l'exception de ces secteurs. La production s'étoffe encore, de nouveaux contrats sont en cours de négociation et les perspectives demeurent sereines. Dans les autres compartiments, les avis sont plus partagés. En effet, la production a encore diminué et les carnets de commandes sont de plus en plus étroits, en lien avec la contraction des programmes d'investissements dans le Monde. Les producteurs espèrent, au mieux, le maintien de leurs cadences de fabrications dans les semaines à venir et ne s'engagent pas à plus long terme.



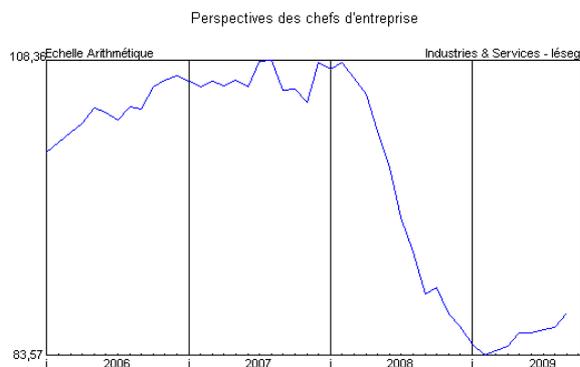
Source : Industries & Services - léseg

**Industrie automobile** : Le rythme des fabrications est demeuré assez irrégulier en raison d'une demande incertaine, de plans de charge rapidement épuisés et de stocks de produits finis toujours excédentaires chez les constructeurs qui estiment toutefois une amélioration modérée pour octobre. Le même pronostic est formulé par les équipementiers qui subissent les irrégularités de la demande locale, nationale ou internationale, selon leurs créneaux de marché.

**Biens de consommation** : La situation s'améliore à présent légèrement dans l'imprimerie et les équipements du foyer. Toutefois, l'état de leurs carnets de commandes ne leur permet pas de voir au-delà de quelques semaines de production. Dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" l'activité s'est stabilisée, avec des perspectives de progrès grâce à une demande plus active.

**Construction** : L'enquête du secrétariat régional de la Banque de France permet de préciser les évolutions du secteur au cours du troisième trimestre. Dans le bâtiment, les professionnels notent une augmentation des chantiers de gros

œuvre et une stabilité pour le second œuvre, la production de ces deux secteurs étant toutefois significativement moindre qu'en 2008. L'entretien et la rénovation des logements demeurent le principal soutien grâce aux grandes opérations des bailleurs sociaux. Dans le secteur non résidentiel, quelques grands chantiers ponctuels ont également contribué à soutenir l'activité. A court terme, les prévisions sont très contrastées, en fonction de l'achèvement des chantiers ou du démarrage de certains d'entre eux. Les perspectives de croissance sont plus optimistes pour 2010. Dans les travaux publics, l'activité s'est modérément améliorée à la faveur du déblocage de nombreux petits chantiers mais les carnets sont restés faibles alors que les mesures de relance devraient les regarnir progressivement, en attendant les très grands projets régionaux dont la mise en œuvre ne devrait pas commencer avant 2011.



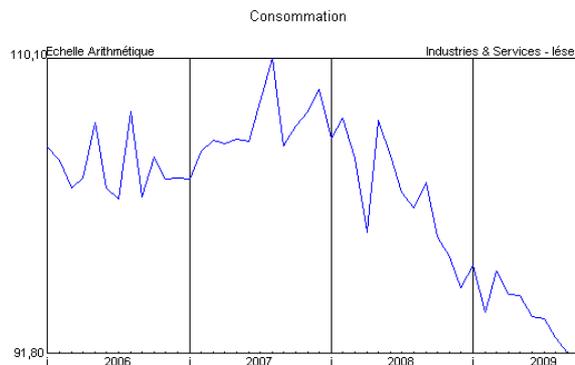
Source : Industries & Services - léseg

**Services aux entreprises** : Les chefs d'entreprise ont jugé la rentrée de septembre d'une manière particulièrement défavorable dans l'ingénierie technique ou informatique en raison du manque de projets d'investissements et les activités de nettoyage, à cause du resserrement des budgets. La publicité et le travail temporaire constatent un timide redémarrage de la demande tandis que le conseil pour les affaires et la gestion progresse selon un rythme ralenti. Toutes ces activités espèrent une amélioration pour les prochains mois.

## CONSOMMATION

A l'image de la situation nationale, la **consommation régionale** des ménages en produits industriels s'est révélée, une fois de plus, décevante, avec une baisse générale des transactions. Les immatriculations d'automobiles neuves se sont modérées tandis que dans le commerce de détail, la plupart des compartiments ont accusé un repli du volume de leurs ventes. Les textiles-habilletement et les cuirs-chaussures ont été l'exception mais cela succédait à une période beaucoup moins favorable. Tous les autres rayons ont enregistré une baisse de leurs ventes, d'un mois sur l'autre, d'une intensité plus variable à un an d'intervalle. Le chiffre d'affaires en volume dans

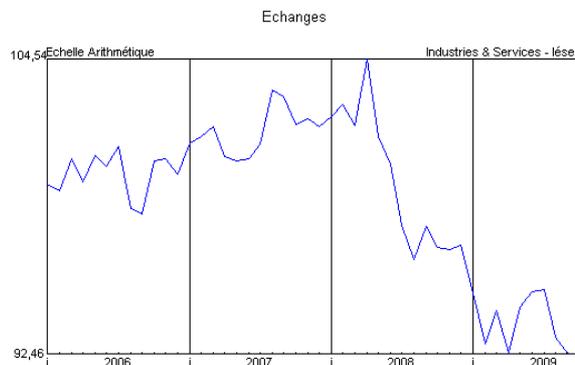
la Vente à Distance – dont le marché est national – continue de régresser de manière dramatique avec -22,7% par rapport à septembre 2008 et -1,9% par rapport à août dernier pour l'ensemble des produits et -22% et +0,6%, respectivement, pour le seul compartiment du textile-habilletement.



Source : Industries & Services - léseg

## ÉCHANGES

Selon les estimations, toujours provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont fortement régressé en septembre, avec une variation de -23% à un an d'intervalle. Aucun compartiment n'a échappé à cet important recul. Les vracs liquides régressent de -40%, les vracs solides de -26% (en dépit d'une augmentation de +17% pour les céréales et les "marchandises diverses" de -13%, malgré une nette augmentation (+24%) du trafic des conteneurs.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à septembre (les informations régionales ne sont pas encore diffusées), les ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises, montrent une évolution toujours très irrégulière de l'activité qui se reflète dans les réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur ce même mois dans laquelle les professionnels constatent une régression de la demande et un resserrement de leurs trésoreries et espèrent toujours une amélioration des trafics. Les immatriculations de **véhicules utilitaires et industriels** neufs restent en chute libre.

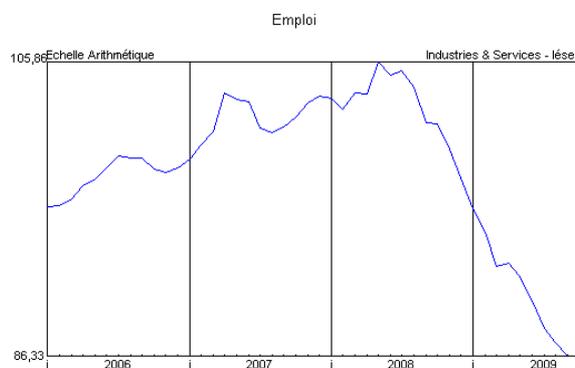
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin demeure encore la seule composante à avoir maintenu une croissance en septembre et à avoir même accéléré le rythme de son expansion (+19,5%). Depuis mars dernier, les vols réguliers intérieurs enregistrent une croissance "à deux chiffres" (+27% en septembre) tandis que les vols internationaux confirment le succès des nouvelles lignes européennes (+67,5% au total). Face à ces performances remarquables, les vols charters "vacances" ont baissé de -1,1%.

## EMPLOI

En août, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a baissé de -0,1% par rapport à juillet pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en augmentation de +20,6% à un an d'intervalle. En France métropolitaine, les variations correspondantes ont été, respectivement, de +0,7% et +25,8%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,9%, contre +0,9% en France et de +16,3% contre +20,4% par rapport à août 2008. Le chômage des hommes a progressé de +22,7% (+28,4% dans le pays) et celui des femmes de +9,8% (+13,4%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +20,7% (contre +29,6%) et elle a été de +17,4% (contre +17,1%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

Bien qu'elles ne représentent qu'une faible partie des nouvelles inscriptions à Pôle Emploi (3,6%), les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion,

de PAP anticipés et de CRP) ont encore été accrues de +46,7% sur un an, après +82,4% en juillet (contre +68,1% en France). Au total, le flux des entrées à Pôle Emploi a augmenté de +7,6%, tandis qu'il progressait de +17,1% dans la Métropole. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait dans une proportion analogue : +7,5% contre +8,2% en France métropolitaine.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi a continué de baisser, mais, ici encore, la variation a été moins accusée qu'en France. Le recul d'ensemble a en effet atteint -6,8% contre -15%. Par catégorie, les évolutions ont été de -6,1% contre -17,1% pour les offres durables, de -10,8% contre -12% pour les offres temporaires et de +6,5% contre -17,1% pour les offres occasionnelles.

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iség).  
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iség School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.  
 Pour joindre les rédacteurs :  
 Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)  
 Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)